

**Accord départemental**

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE  
DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES  
(Orne)  
(19 juin 2009)**

(Etendu par arrêté du 8 décembre 2009,  
*Journal officiel* du 16 décembre 2009)

---

**AVENANT N° 2 DU 17 DÉCEMBRE 2015**

NOR : AGRS1697105M

Entre :

La FDSEA de l'Orne ;

La FDCUMA de l'Orne,

D'une part, et

Le SGA CFDT de l'Orne ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

L'UR CFTC-Agri de Basse-Normandie ;

L'USRAF CGT de Normandie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Le présent avenant a pour but de mettre l'accord du 19 juin 2009 en conformité avec les dispositions de l'accord national du 10 juin 2008 relatif à une protection sociale complémentaire et la création d'un régime de prévoyance, révisé par l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015.

En conséquence, l'accord départemental prévoyance du 19 juin 2009 est modifié comme suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'article 3 « Gestion du régime de prévoyance » sont supprimées.

## Article 2

L'article 4 « Salariés bénéficiaires » devient l'article 3 et est modifié comme suit :

### « Article 3

#### *Salariés bénéficiaires*

Les dispositions du présent accord s'appliquent aux salariés non cadres suivant les conditions d'ancienneté prévues pour chacune des garanties figurant à l'article 4 et relevant du champ d'application du présent accord.

A l'exclusion :

- des cadres et personnels ressortissant à la convention collective du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP et bûcherons-tâcherons ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles ;
- des salariés non cadres définis ci-dessus bénéficiant d'un régime plus favorable que le présent accord institué dans leur entreprise conformément aux dispositions légales et dans les conditions prévues à l'article 6 ci-après du présent avenant, par accord collectif d'entreprise, décision unilatérale ou référendum. »

## Article 3

L'article 5 « Garanties » est modifié et devient l'article 4.

Le point garantie décès est modifié et est réécrit comme suit.

Il est ajouté une nouvelle garantie et un 5<sup>e</sup> point est donc ajouté à la suite de la garantie incapacité permanente professionnelle.

Le point assurance des charges sociales patronales est modifié.

La rédaction de la garantie incapacité temporaire de travail restant inchangée.

Il est ajouté un alinéa au dernier point – dispositions communes aux prestations visées aux paragraphes ci-dessus.

### « Garantie décès

En cas de décès d'un salarié, quelle que soit son ancienneté, l'organisme assureur verse à la demande du ou des bénéficiaires :

- un capital décès égal à 100 % du salaire annuel brut tranche A et tranche B, majoré de 25 % du salaire annuel par enfant à charge (salaire annuel brut total soumis à cotisations perçu pendant les 12 derniers mois précédant le décès). En cas de décès avant 12 mois d'ancienneté le capital décès est calculé sur la base du salaire moyen mensuel multiplié par 12 mois.

Le capital décès de base est attribué :

- au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) par le participant.

En l'absence de désignation expresse, le capital de base est attribué dans l'ordre de priorité suivant :

- à son conjoint non divorcé ni séparé de corps judiciairement ou à son cocontractant d'un pacte civil de solidarité ou à son concubin ou à ses enfants nés et à naître, vivants ou représentés comme en matière de succession ;
- à défaut, à ses autres héritiers.

Pour ouvrir droit au versement du capital décès de base, le conjoint, le cocontractant d'un Pacs, le concubin et l'enfant à charge, tels que définis ci-dessous, doivent être reconnus comme tels au jour du décès du participant.

Si le participant désire que le capital décès ne soit pas attribué selon la clause ci-dessus ou si, en cours de contrat, il souhaite désigner un ou plusieurs autres bénéficiaires, il doit en faire la déclaration à l'organisme assureur.

Cette désignation peut :

- se faire en remplissant le bulletin de désignation prévu à cet effet ;
- ou faire l'objet d'un acte sous seing privé ou d'un acte authentique.

Les majorations familiales (enfant à charge) sont versées dans tous les cas aux seules personnes qui les ont générées.

En cas d'invalidité absolue et définitive (3<sup>e</sup> catégorie) ou d'incapacité permanente consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle au taux de 66 %, constatée par le régime de base de la sécurité sociale, interdisant au salarié toute activité rémunérée, et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès de base et ses majorations peuvent lui être versés, sur sa demande, de façon anticipée en 24 mensualités. Le paiement anticipé du capital décès met fin à la prestation capital décès.

- une rente éducation établie dans les conditions ci-après :
  - enfant de 0 à 12 ans : 3 % du plafond annuel de la sécurité sociale (PASS) ;
  - enfant de 13 à 18 ans : 4,5 % du PASS ;
  - enfant de 19 à 26 ans : 6 % du PASS ;

Ayants droit :

Sont considérés comme ayants droit du participant pour le bénéfice de la garantie décès :

- le conjoint : la personne mariée avec le participant et non séparé(e) de corps ou non divorcé(e) par un jugement définitif passé en force de chose jugée, exerçant ou non une activité professionnelle.

Sont assimilés au conjoint :

- le cocontractant d'un Pacs : est assimilé au conjoint, la personne qui a conclu un pacte civil de solidarité avec le participant conformément aux dispositions des articles 515-1 et suivant du code civil ;
- le concubin : il faut entendre la personne vivant en concubinage, selon les dispositions de l'article 515-8 du code civil, avec le salarié, au même domicile, de façon notoire et continue depuis au moins 2 ans à la date de l'événement ouvrant droit aux prestations, sous réserve que les concubins soient l'un et l'autre libres au regard de l'état civil de tout lien de mariage ou de Pacs. Toutefois, la condition de durée est considérée comme remplie lorsque au moins un enfant est né ou à naître de l'union ou a été adopté.

La preuve du lien se fera par déclaration sur l'honneur signée par chacun des intéressés certifiant que le concubinage est notoire et accompagnée impérativement de la justification du domicile commun respectant les conditions ci-dessus ;

- les enfants à charge :

Sont considérés comme "enfants à charge" les enfants à charge du salarié, de son conjoint, de son partenaire pacsé ou de son concubin tels que définis ci-dessus sous réserve de remplir l'une des conditions suivantes :

- tous les enfants âgés de moins de 21 ans et bénéficiant du dispositif social de base de l'ouvrant droit, de son conjoint, partenaire pacsé ou concubin ;
- tous les enfants âgés de moins de 26 ans s'ils sont étudiants et inscrits au régime de sécurité sociale des étudiants ou au régime général au titre de la couverture maladie universelle (CMU) ;

- tous les enfants âgés de moins de 26 ans s'ils se trouvent sous contrat d'alternance ou aidé aux conditions prévues par le code du travail, sous réserve qu'ils justifient de ne bénéficier d'aucune couverture maladie complémentaire dans le cadre de leur activité ;
- tous les enfants, quel que soit leur âge, s'ils sont atteints d'une infirmité telle qu'ils ne peuvent se livrer à aucune activité rémunératrice et perçoivent l'allocation pour adulte handicapé – AAH – (art. L. 821-1 du code de la sécurité sociale). Les personnes handicapées qui remplissent les conditions d'attribution de l'allocation précitée mais auxquelles celle-ci n'est pas versée en raison de leur niveau de ressources sont également considérées comme étant à charge ;
- les enfants du participant nés "viabes" moins de 300 jours après son décès.

En tout état de cause, les enfants répondant aux définitions et conditions ci-dessus doivent obligatoirement être également à la charge du bénéficiaire ;

- une indemnité frais d'obsèques : en cas de décès du conjoint non séparé de corps ou à défaut du concubin justifiant de 2 ans de vie commune ou d'un enfant à charge, il est versé au salarié, à condition qu'il ait supporté lui-même les frais d'obsèques, 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale.

Exclusions :

Sont garantis par l'organisme assureur tous les risques de décès, y compris le suicide du salarié, à l'exclusion de ceux résultant :

- 1° De la guerre civile ou étrangère ;
- 2° Du fait volontaire du bénéficiaire du capital décès.

#### Garantie en cas d'invalidité de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie (garantie incapacité permanente de travail d'origine privée)

Les salariés qui justifient de 6 mois d'ancienneté bénéficient d'une pension d'invalidité de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie (garantie incapacité permanente de travail d'origine privée), en complément de celle versée par la sécurité sociale (telle que définie aux articles L. 341-1 et suivants du code de la sécurité sociale), égale à 10 % du salaire mensuel de référence.

Le versement de la prestation cesse définitivement au décès du salarié ou à la date de liquidation de sa pension de vieillesse du régime de base.

#### Assurance charges sociales patronales

Les employeurs relevant du champ d'application du présent accord sont tenus de s'assurer auprès de l'assureur de leur choix afin que ce dernier procède au calcul et au financement des charges sociales patronales dues sur les indemnités journalières complémentaires financées par la cotisation employeur.

Les charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires sont financées par une cotisation appelée assurance des charges sociales patronales.

#### Dispositions communes aux prestations visées aux paragraphes ci-dessus

En aucun cas, les prestations versées en application du présent accord ne pourront, en s'ajoutant aux prestations en espèces de même nature servies par la sécurité sociale et par tout autre organisme assureur, à toute rémunération notamment en cas de reprise d'activité à temps partiel, ou prestation de l'assurance chômage, permettre au salarié de disposer de ressources supérieures à la rémunération qu'il aurait perçue s'il avait continué son activité normalement au même poste de travail et pendant la période considérée.

Si tel était le cas, les prestations versées en application du présent accord seraient réduites à due concurrence du dépassement constaté ».

## **Article 4**

Il est ajouté un article 4.1 « Revalorisation annuelle des prestations » :

### **« Article 4.1**

#### *Revalorisation annuelle des prestations*

Les prestations prévoyance, en cours de service, au titre du présent accord seront revalorisées annuellement au 1<sup>er</sup> janvier selon les modalités définies par l'organisme assureur choisi par l'entreprise.

En cas de résiliation ou de non-renouvellement du contrat collectif d'assurance, auprès duquel l'employeur de l'exploitation ou de l'entreprise agricole a décidé de s'assurer, le service des prestations est maintenu, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi Evin du 31 décembre 1989, au niveau atteint à la date d'effet de la résiliation jusqu'à la survenance d'un événement contractuellement prévu mettant fin à la garantie (reprise d'activité, retraite, décès...).

En cas de décès faisant suite à un arrêt de travail indemnisé, le salaire de référence au titre de la présente garantie sera revalorisé selon les modalités définies par l'organisme assureur choisi par l'entreprise. »

## **Article 5**

Il est ajouté un article 4.2 « Reprise du passif ».

### **« Article 4.2**

#### *Reprise du passif*

Lors du changement d'organisme assureur, l'employeur devra organiser, conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, la revalorisation des prestations en cours de service, soit par l'organisme dont le contrat a été résilié, soit par le nouvel organisme assureur. »

## **Article 6**

L'article 6 « Adhésion et antériorité » devient l'article 5 et est réécrit comme suit :

### **« Article 5**

Tout employeur ayant une activité définie à l'article 1<sup>er</sup> de l'accord est tenu d'adhérer pour l'ensemble des salariés concernés à un organisme assureur.

Les employeurs relevant d'un accord collectif, d'un accord ratifié à la majorité des salariés ou d'une décision unilatérale de l'employeur comportant des dispositions moins favorables au présent accord devront appliquer celles du dispositif départemental ou adapter leurs garanties pour répondre aux présentes obligations conventionnelles en matière notamment :

- de garanties minimales obligatoires ;
- de conditions d'accès (ancienneté...) ;
- de financement minimum de l'employeur.

S'agissant de la comparaison du niveau des prestations pour l'application des garanties minimales obligatoires, lors de concours entre actes juridiques applicables en matière de prévoyance : elle devra s'opérer entre chacune des catégories de garanties desdits actes coexistants, c'est-à-dire ligne à ligne, afin que celles applicables aux exploitations et entreprises agricoles concernées soient au moins aussi favorables que pour celles mises en place au titre du présent accord.

Suite à cette comparaison du niveau des prestations, pour l'application de la garantie minimale obligatoire, le présent régime de prévoyance défini par le présent accord ne se cumule pas avec tout autre système de garanties collectives ayant la même cause ou le même objet. »

## Article 7

L'article 7 « Cotisations » devient l'article 6 et son titre et ses dispositions sont modifiés. Les articles 7.1 à 7.5 sont supprimés et un article unique est créé.

Les dispositions de l'article 7 sont donc modifiées en conséquence comme suit :

### « Article 6

#### *Financement du dispositif prévoyance*

Le financement du contrat collectif d'assurance souscrit par l'employeur afin de couvrir les garanties collectives complémentaires prévoyance du présent accord est assuré par une cotisation globale répartie de la façon suivante :

- 54,25 % à la charge de l'employeur ;
- 45,75 % à la charge du salarié.

Par dérogation à ce qui précède, il est précisé que les salariés prennent à leur charge la totalité de la cotisation due au titre de la garantie incapacité permanente de travail d'origine privée mise en place en application du présent accord.

Par ailleurs, la part salariale susmentionnée au premier alinéa est affectée au financement exclusif de la garantie en cas d'incapacité temporaire de travail (ITT) définie à l'article 4 de l'accord, en raison du principe selon lequel les indemnités journalières complémentaires versées au salarié directement par l'employeur ou pour son compte par l'intermédiaire d'un organisme assureur demeurent – en application des articles L. 136-2-I, L. 242-1 et R. 242-1 du code de la sécurité sociale – soumises aux cotisations de la sécurité sociale, à la CSG et à la CRDS, au prorata du financement patronal <sup>(1)</sup>.

Pour rappel, l'employeur financera l'intégralité du coût du maintien de salaire prévu en application des dispositions légales (art. L. 1226-1 et D. 1226-1 à D. 1226-8 du code du travail).

## Article 8

Il est ajouté un article 7 intitulé « Maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail indemnisée » rédigé comme suit :

### « Article 7

#### *Maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail indemnisée*

L'adhésion des salariés est maintenue obligatoirement sans versement de cotisation pour tout mois complet civil d'absence en cas de suspension de leur contrat de travail, quelle qu'en soit la cause, dès lors qu'ils bénéficient, pendant cette période, d'un maintien de salaire, total ou partiel, ou d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par le dispositif de protection sociale complémentaire.

Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation pour le dispositif prévoyance est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur. »

## Article 9

Il est ajouté un article 8 intitulé « Portabilité » rédigé comme suit :

### « Article 8

#### *Portabilité*

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant pour information en annexe du présent accord).

---

(1) Conformément aux dispositions du n° 1.3 de la circulaire ACOSS, 2007-30 du 8 février 2007.

Pour bénéficier de la portabilité des droits, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir à l'organisme gestionnaire, en plus des justificatifs demandés pour l'obtention des prestations, l'attestation de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

## **Article 10**

L'article 8 « Clause de réexamen est supprimé ».

## **Article 11**

Les dispositions et le titre de l'article 9 « Accord de gestion spécifique et suivi du régime » sont désormais intitulés « Article 9. – Commission paritaire de suivi de l'accord » et est rédigé comme suit :

### **« Article 9**

#### *Commission paritaire de suivi de l'accord*

Afin d'assurer la parfaite sécurité juridique du présent régime (compte tenu des possibles évolutions législatives ou réglementaires) et pour suivre l'application du présent accord, les signataires instituent une commission paritaire de suivi de l'accord.

Cette commission exerce ses fonctions sous le contrôle et sous la direction de la commission paritaire départementale qui reste seule compétente pour négocier et conclure des avenants relatifs au présent accord.

La commission paritaire de suivi est composée de trois représentants désignés par chaque organisation syndicale de salariés signataire de l'accord départemental et par un nombre équivalent de représentants des organisations professionnelles d'employeurs signataires.

La présidence est assurée alternativement pour une période de 2 ans par un représentant choisi alternativement dans chaque collège. Le secrétariat est assuré par la FDSEA de l'Orne. »

## **Article 12**

L'article 11 « Formalités administratives » est désormais intitulé « Article 11. – Information des salariés » et ses dispositions sont modifiées comme suit :

### **« Article 11**

#### *Information des salariés*

Les parties rappellent que les employeurs des exploitations et entreprises agricoles sont tenus de remettre à leurs salariés un exemplaire de la notice d'information qui leur sera transmise par l'organisme assureur – auprès duquel ils auront souscrit les garanties au titre du présent accord –, laquelle définit, notamment, lesdites garanties, leurs modalités d'entrée en vigueur, les formalités à accomplir, les exclusions ou limitations de garanties ainsi que les délais de prescription. »

## **Article 13**

Les autres clauses de l'accord ainsi que son annexe demeurent inchangées.

## **Article 14**

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### **Article 15**

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale de l'Orne de la DIRECCTE.

Fait à Alençon, le 17 décembre 2015.

(Suivent les signatures.)